



# ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

eaux territoriales

Question au Gouvernement n° 1672

Texte de la question

## POLITIQUE MARITIME

M. le président. La parole est à Mme Annick Girardin, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche. Mme Annick Girardin. Monsieur le Premier ministre, le grand défi du XXI<sup>e</sup> siècle sera maritime. Dans leur ouvrage récent, *France-sur-Mer, un empire oublié*, notre collègue Philippe Folliot et son co-auteur Xavier Louy en font une démonstration convaincante.

La France dispose du deuxième domaine maritime mondial, une formidable richesse pour notre pays, jusqu'à aujourd'hui totalement sous-estimée, voire ignorée.

Cette prise de conscience serait pourtant salutaire. Le territoire terrestre et maritime français est le sixième du monde - plus grand que la Chine, plus grand que l'Inde ! Grâce à ses outre-mer, notre domaine maritime est tellement vaste et tellement étendu que le soleil ne s'y couche jamais.

C'est un atout incontestable qui devrait fournir à notre pays les moyens de se forger un grand destin économique, énergétique et scientifique.

Il manque pourtant une volonté politique qui consacrerait les moyens nécessaires à l'aboutissement de ce grand dessein - cette volonté mise en oeuvre en son temps par le général de Gaulle pour bâtir les filières nucléaire et spatiale du pays.

Malgré les déclarations et résolutions du Grenelle de la mer, et à la veille d'un comité interministériel de la mer, il est urgent d'agir : les outils nécessaires à l'accomplissement du destin maritime de la France prennent la rouille. L'IFREMER, fleuron de la recherche maritime française, reçoit un financement médiocre ; en Atlantique nord, au large de Saint-Pierre-et-Miquelon, les Canadiens, Anglais et Espagnols mènent des missions scientifiques conjointes dans le cadre de l'Organisation des pêches de l'Atlantique du Nord-Ouest - l'OPANO -, dont la France s'est elle-même exclue - par négligence ou par désintérêt. L'avance technologique française dans les énergies renouvelables a aujourd'hui disparu au profit de la Grande-Bretagne ou de la Nouvelle-Zélande.

Nous sommes pourtant nombreux sur ces bancs à vouloir tenter de relever ce défi océanique et à souhaiter la mise en oeuvre d'un grand plan Mer pour la France.

Eric Tabarly disait avec amertume et ironie : " La mer, pour les Français, c'est ce qu'ils ont dans le dos lorsqu'ils regardent la plage. "

Monsieur le Premier ministre, le Gouvernement assumera-t-il enfin la vocation maritime de notre pays et saura-t-il regarder en face la mer et toutes ses richesses ? (*Applaudissements sur les bancs des groupes SRC et GDR.*)

M. le président. La parole est à Mme Chantal Jouanno, secrétaire d'État chargée de l'écologie.

Mme Chantal Jouanno, *secrétaire d'État chargée de l'écologie*. Vous avez raison : les océans ont été les grands oubliés du XX<sup>e</sup> siècle. Vous avez raison : c'est la mer qui sauvera la terre au XXI<sup>e</sup> siècle, et non l'inverse.

C'est la raison pour laquelle Jean-Louis Borloo a souhaité que soit organisé un Grenelle de la mer, dont sont issus 138 engagements qui ont fait l'objet d'un consensus de tous les acteurs.

Une partie de ces engagements a d'ores et déjà été tenue : identification d'un ministère clairement chargé de la mer ; mise en place d'un fonds " démonstrateurs recherche " pour les énergies marines ; maintien de la station IFREMER à Saint-Pierre-et-Miquelon ; très prochainement, création du deuxième parc naturel marin, qui sera probablement l'un des plus beaux de France.

Il nous reste des engagements à tenir, notamment dans le domaine de la recherche : nous souhaitons créer une

alliance des sciences de la mer, afin de travailler sur les énergies marines, qui offrent un immense potentiel, mais aussi sur le navire du futur ou encore sur les biotechnologies.

D'ici à la fin de l'année, M. le Premier ministre réunira un comité interministériel sur la mer, afin de définir les moyens de nos ambitions pour les vingt prochaines années. Ces ambitions embrassent évidemment l'outre-mer, sans lequel nous ne serions pas une si grande nation maritime.

Oui, au XXI<sup>e</sup> siècle, la France va retrouver sa vocation maritime, grâce à l'outre-mer. (*Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et NC.*)

## Données clés

**Auteur :** [Mme Annick Girardin](#)

**Circonscription :** Saint-Pierre-et-Miquelon (1<sup>re</sup> circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 1672

**Rubrique :** Mer et littoral

**Ministère interrogé :** Écologie, énergie, développement durable et mer

**Ministère attributaire :** Écologie, énergie, développement durable et mer

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le :** 4 novembre 2009

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 4 novembre 2009